

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 15/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GGM RECYCLAGE**

36 quai Général Leclerc  
42120 Le Coteau

Références : UiD4243-DSSP-023-0337  
Code AIOT : 0010500155

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2023 dans l'établissement GGM RECYCLAGE implanté 36, quai Général Leclerc - 42120 Le Coteau. L'inspection a été annoncée le 04/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GGM RECYCLAGE
- 36, quai Général Leclerc - 42120 Le Coteau
- Code AIOT : 0010500155
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

L'activité de la société GGM consiste en :

- du transit-regroupement-tri de déchets :
  - de métaux ferreux et non-ferreux relevant de la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE,
  - de DIB composés de papiers, cartons, plastiques relevant de la rubrique 2714,
  - de batteries relevant de la rubrique 2718 (déchets dangereux),
- de la location de bennes de collecte de DIB.

Aucun outillage permettant de faire de la découpe, du cisailage des métaux n'est utilisé sur le site excluant ainsi les activités relevant de la rubrique 2791 de traitement de déchets non dangereux non inertes.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 29/09/2016 portant autorisation d'exploiter, et par les deux arrêtés préfectoraux complémentaires du 20/01/2014 et du 16/09/2014.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatives aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2713, 2014 sont également applicables.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Historique du site avec un point d'attention sur les mesures prises suite aux diagnostics de sols effectués en 2006 et 2008,
- Suivis des eaux souterraines,
- Types d'effluents, ouvrages d'épuration, rejets au milieu (plan des réseaux, entretien des dispositifs de traitement, convention avec le gestionnaire du réseau d'assainissement),
- Activités actuelles au regard du tableau de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/01/2014,
- Exploitation du site (propreté, voie de circulation, étude de bruit),
- Tenue des registres entrées/sorties,
- Synthèse annuelle des déchets reçus ou enlevés,
- Procédure d'information préalable.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Modifications d'activités : porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 1.5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Registre d'entrées et sorties Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.6	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	Synthèse annuelle	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.7	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Gestion déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Cuves de stockage de déchets liquides	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.9.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Stockage fûts de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 7.5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Stockage de tournures d'aluminium	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Zones de tri : délimitation et signalisation	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.10	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
10	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 9.1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Collecte des effluents liquides : Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 4.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
12	Auto surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 10.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
13	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 10.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois
14	Analyses des terres excavées présentes sur site	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 9.1.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Stockage de batteries	Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.11	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Du fait de l'emplacement de l'établissement GMM Recyclage, à 50 mètres de la Loire, 250 mètres du Rhins, de la présence de la nappe d'accompagnement de la Loire à faible profondeur (2,3 m), et de l'historique des activités réalisées sur site ayant engendré des pollutions de sols, l'autorisation

d'exploiter a été accordée, par arrêté du 29/09/2006, sous réserve du respect des prescriptions particulières de son titre 9 "identification et surveillance d'un site potentiellement pollué".

Plusieurs diagnostics de sols ont bien été réalisés, la mise en oeuvre d'un réseau piézométrique permettant les prélèvements et analyses des eaux souterraines a permis une surveillance de l'impact de l'installation sur son environnement de 2006 à 2011. Le dernier rapport de l'organisme de contrôle de 2011 conclut sur la nécessité de poursuivre la surveillance des eaux souterraines et le suivi des terres polluées excavées, stockées sur site, en attente d'évacuation.

La dernière inspection de ce site datant de 2007, les thèmes abordés pour la présente visite ont été diversifiés et nombreux afin d'obtenir une vision globale de la situation de l'établissement au vu des obligations réglementaires qui lui sont opposables. Pour autant, par manque de temps, certains thèmes n'ont pas pu être traités.

De nombreuses non-conformités ont été constatées et conduisent à proposer à Monsieur le Préfet la prise d'un arrêté de **mise en demeure** pour celles pour lesquelles des actions et mesures correctives sont à mettre en oeuvre de manière prioritaire.

L'exploitant est mis en demeure:

- de fournir, sous 3 mois, un dossier de porter à connaissance précisant la nature, le volume, et les flux pour chacun des déchets en transit sur le site et définissant le caractère notable ou substantiel de l'évolution de l'activité,
- d'évacuer, sous 3 mois, la cinquantaine de fûts de déchets liquides (a priori des huiles usagées) dans une filière adaptée,
- de mettre sur rétention sous 1 mois, les fûts de produits dangereux,
- de protéger des eaux météoriques, sous 3 mois, le stockage des tournures d'aluminium,
- de remettre en place, sous 6 mois, la surveillance des eaux souterraines,
- de procéder, sous 3 mois, aux analyses des terres excavées stockées in situ.

D'autres non-conformités nécessitent une régularisation et font l'objet d'une lettre préfectorale demandant à l'exploitant

- **sous 6 mois :**
  - la transmission d'un registre des entrées et des sorties de déchets conforme à la réglementation,
  - la transmission de la synthèse annuelle de l'activité 2023,
  - la conformation aux prescriptions de l'article 13 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 06/06/2018 relatif à l'admissibilité des déchets, les procédures d'information préalable et d'admission,
  - la mise en place d'indications, signalisations et marquages au sol des différentes zones de stockage
  - la transmission du plan des réseaux,
  - la remise en place de l'autosurveillance des eaux résiduelles,
- **sous 12 mois :**
  - la transmission d'une nouvelle étude acoustique.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications d'activités : porter à connaissance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à jour des quantités de déchets stockés sur site, Catégorie de déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un état de ses stocks de matière. Le jour de la visite, l'exploitant a présenté l'état des stocks au 30 septembre 2022.  Le document indique les quantités suivantes : - ferrailles : 150 tonnes, - métaux non ferreux : 51 tonnes, - batteries : 7 tonnes. Les quantités stockées sont supérieures à celles fixées dans l'arrêté complémentaire du 16/09/2014.  La présence de déchets relevant de la rubrique 2714 a été constatée. Le tonnage de ces déchets ne figure pas sur le document d'état des stocks au 30 septembre 2022 transmis le jour de la visite.  Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 3 mois, un dossier de porter à connaissance précisant la nature, le volume, et les flux pour chacun des déchets en transit sur son site et définissant le caractère notable ou substantiel de l'évolution de son activité au regard de sa situation initiale de 2006 et de celle de 2014 (au regard des dispositions de l'APC 20/01/2014).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Registre d'entrées et sorties - Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre d'entrées et sorties
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets et l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et des observations s'il y a lieu. Il est systématiquement établi un bordereau de réception.  Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur.  Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique. Les résultats des mesures de contrôle, des rapports de visite réglementaires et les justificatifs d'élimination des déchets devront être conservés pendant 5 ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique ne pas tenir à jour de registres des entrées et des sorties des déchets conformes aux prescriptions de son arrêté.  L'inspection lui a été indiqué que le contenu de tels registres a évolué et est cadré à ce jour par l'arrêté du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement : <a href="https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043884563?init=true&amp;page=1&amp;query=registre+d%C3%A9chet+29+f%C3%A9vrier+2012&amp;searchField=ALL&amp;tab_selection=all">https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043884563?init=true&amp;page=1&amp;query=registre+d%C3%A9chet+29+f%C3%A9vrier+2012&amp;searchField=ALL&amp;tab_selection=all</a>  L'exploitant a été en mesure de fournir une copie de la déclaration sur Track déchets des BSD de la prise en charge des déchets dangereux de son site (batteries).  Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 6 mois, un registre des entrées et sorties de déchets conforme à la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

### N° 3 : Synthèse annuelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Synthèse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant transmet annuellement à l'Inspecteur des Installations Classées une synthèse de tous les déchets reçus ou enlevés, ainsi qu'un rapport sur tous les incidents de fonctionnement.  Cette synthèse mentionne la catégorie de déchets repris par famille (type de métaux, DIB, batteries...) , le code nomenclature du déchet, la quantité annuelle traitée, l'éliminateur, la filière d'élimination (valorisation, recyclage, mise en décharge).
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué ne pas réaliser de synthèse annuelle.  Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 6 mois, puis chaque début d'année calendaire, la synthèse de son activité comme définie ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 4 : Gestion des déchets réceptionnés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion déchets réceptionnés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> II. - Procédure d'information préalable Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.  III. - Procédure d'admission L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation. a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;</li><li>- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;</li><li>- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'<a href="#">article R. 541-43 du code de l'environnement</a> et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;</li><li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;</li><li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux</li></ul>



<p>vaut accusé de réception.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou</li> <li>- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a porté à la connaissance de l'exploitant l'existence de l'Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Un exemplaire papier lui a été transmis le jour de la visite.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se conformer à ces prescriptions sous 6 mois en mettant en place les procédures d'acceptation préalable et d'admission telles que décrites ci-dessus.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Cuves de stockage de déchets liquides

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.9.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Huiles usagées</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Durée et volume de stockage :</p> <p>La durée de stockage des fûts ne doit pas dépasser 90 jours.</p> <p>Sans préjudice de limitations plus strictes en fonction de la surface disponible du centre, tout stockage de plus de 160 fûts n'est pas admis. Les chargements et déchargements se font sur aire étanche et en rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Entreposage de fûts d'huiles usagées</b></p> <p>L'exploitant a indiqué ne plus exercer, depuis des années, d'activité de transit de déchets liquides tels que les huiles usagées. Une cinquantaine de fûts et bidons dont le contenu n'est pas précisément connu par manque d'étiquetage, sont stockés dans un bâtiment, et en partie sur rétention. Ces stockages ne figurent pas sur l'état des stocks au 30 septembre 2022.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous 3 mois, d'évacuer ces déchets dans une filière adaptée en respectant l'article R. 543-5 du code de l'environnement.</p>

Le bon d'enlèvement émis par le collecteur des huiles, précisant la quantité et la qualité des huiles usagées collectées sera alors transmis aux services de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescriptions
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois,

**N° 6 : Stockage fûts de produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentel, fûts produits dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'entreprise dispose d'une installation de distribution de mazout pour certains de ses engins. La cuve de stockage se trouve dans un bâtiment et sur rétention.</p> <p>Plusieurs fûts d'AD Blue sont stockés à même le sol ou sur simples palettes.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois, d'aménager cet espace de manière à que tous les stockages, fûts et bidons soient disposés sur rétention et de respecter les prescriptions du chapitre 7.5 de son arrêté d'autorisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescriptions
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois,

## N° 7 : Stockage de batteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, stockage de batterie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Les locaux ou zones spéciales de recharge de batteries sont très largement ventilés de manière à éviter toute formation de mélange gazeux explosif.
<b>Constats :</b> Stockages batteries Deux bennes étanches (environ 7 tonnes) contenant des batteries sont stockées sur une aire bétonnée reliée à un dispositif de prétraitement. Ces bennes ne sont pas abritées, l'eau de pluie, susceptible de stagner au fond de ces bennes, se charge de l'acide des batteries. L'exploitant a indiqué que l'entreprise Campine qui récupère les batteries et qui par ailleurs fournit les bennes, adapte ses conditions tarifaires à la présence d'eau de pluie dans les bennes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Stockage de tournures d'aluminium

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantité stockée – Locaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> La quantité totale emmagasinée sera inférieure à 200 kilogrammes s'il existe dans le dépôt de la poudre d'aluminium, en si faible quantité que ce soit. Le dépôt sera installé dans un bâtiment spécial, en rez-de-chaussée, non surmonté d'étages. Il est interdit d'entreposer des matières combustibles à proximité du dépôt. Tout foyer, tout conduit de fumées ou toute canalisation d'eau chaude ou de vapeur d'eau chaude ne pourront se trouver qu'à l'extérieur du local du dépôt. Les déchets non pulvérulents, tournures, copeaux limailles, etc., seront entreposés en tas fractionnés de hauteur maximale de quatre mètres. Chaque fraction aura une surface égale au plus à 20 mètres carrés, des passages de circulation de largeur suffisante seront aménagés entre ces tas. Si les tas sont séparés par des cloisons coupe-feu de degré 2 heures, leur surface unitaire pourra être portée à 40 mètres carrés. En principe, l'exploitation de ces tas se fera par tranches verticales jusqu'au fond, pour éviter l'accumulation de poussières métalliques sur le sol; le sol sera soigneusement nettoyé de ces poussières avant le stockage d'un nouveau tas.
<b>Constats :</b> Les tournures d'aluminium sont stockées en extérieur et ne sont pas abritées. L'inspection a indiqué que les égouttures issues de la percolation des eaux météoriques sur ce type de déchets sont constituées d'huiles solubles qui ne sont pas traitables par le dispositif de traitement en place.  Il est demandé à l'exploitant sous 3 mois de se conformer aux prescriptions ci - dessus et de transmettre aux services de l'inspection les actions correctives effectuées pour se régulariser.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : zones de tri : délimitation et signalisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 8.1.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Délimitation Signalétique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté l'absence de toutes indications, signalisations et marquages au sol des différentes zones de stockage.  Il lui est demandé de se conformer aux prescriptions de son arrêté dans un délai de 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 10 : Suivi des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 9.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cas particulier du milieu eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Quelle que soit la démarche « plan de gestion et/ou « identification de l'état des milieux » et sauf dans le cas où le milieu eaux souterraines est jugé invulnérable, il sera procédé à un contrôle du milieu.
<b>Constats :</b> Les dernières analyses en possession de l'exploitant remontent à 2011.  Comme prescrit dans l'arrêté initial d'autorisation et comme indiqué dans les conclusions des diagnostics de qualité des sols et de surveillance des eaux souterraines, réalisés en 2006, 2007, 2008 et 2011, un suivi des eaux souterraines est à maintenir.  Deux piézomètres ont été forés sur site en 2006. Lors de la visite, l'inspection a constaté, à l'emplacement théorique du PZ1, un tube PVC rempli en partie de sable. Le deuxième piézomètre n'a pas pu être localisé.  Il est demandé à l'exploitant sous 6 mois, de faire intervenir une entreprise spécialisée dans les forages de piézomètre pour leur remise en état et de s'assurer que les propriétaires des puits 3 et 4 autorisent toujours que des prélèvements puissent y être réalisés. Si les propriétaires des puits ne donnent pas leur autorisation, a minima un 3ème piézomètre devra être mis en place dans l'emprise de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 11 : Collecte des effluents liquides Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas connaissance de l'existence d'un plan des réseaux de son établissement.  La localisation du dispositif de prétraitement, un séparateur d'hydrocarbures, est connue. Le jour de la visite, le séparateur n'était pas accessible car situé sous une benne de déchets de DIB. L'exploitant a indiqué que la dernière opération de curage date du 28/10/2019 et qu'une intervention de maintenance est prévue en septembre 2023.  Il est demandé sous 3 mois la transmission du plan des réseaux comme défini ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 12 : Auto surveillance des eaux résiduaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 10.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des eaux résiduaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Voir tableau
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué ne pas faire réaliser d'analyses sur les eaux résiduaires et n'a pas été en mesure de présenter un programme d'autosurveillance sur ses rejets.  Les valeurs d'émissions à respecter sont précisées à l'article 4.3.7. de son arrêté d'autorisation.  Il lui est demandé, sous 6 mois, la réalisation de cette analyse avec transmission des résultats aux services de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 13 : Auto surveillance des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 10.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué à minima aux points 1 et 2 référencés dans l'étude d'impact, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander notamment en cas de plaintes du voisinage.
<b>Constats :</b> Bien que des habitations soient accolées au site à l'Ouest et au Sud-Est des limites de propriété, et que le bruit généré par l'installation n'ait pas fait l'objet de plainte, les dernières mesures de bruits réalisées sur le site remontant à plus de 10 ans, il est demandé à l'exploitant, sous 12 mois, une nouvelle étude prenant en compte les dispositions du chapitre 6.2 de son arrêté d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 14 : Analyses terres excavées présentes sur site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2006, article 9.1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> A l'issue de cette analyse un plan de gestion sera proposé ou son absence justifié. Celui-ci sera établi en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de constructions actives ou passives, confinement, etc) sur la base d'un bilan coût - avantage. Dans tous les cas les possibilités de suppression des sources de pollution ponctuelles ou des points « chauds » seront présentées. Ce plan de gestion devra garantir la compatibilité de l'état des milieux avec leurs usages.
<b>Constats :</b> Dans le cadre de la régularisation administrative du site en 2006, la réalisation d'un diagnostic des sols sur site et la pose de piézomètres pour le prélèvement et l'analyse des eaux souterraines ont été réalisés. Le dernier rapport de l'organisme de contrôle de 2011 conclut que les terres excavées, en attente d'évacuation, ne remplissent pas les critères d'acceptation en CET de classe 3, et que leur décontamination naturelle doit se poursuivre in situ.  L'exploitant a indiqué ne pas avoir à sa disposition d'autres études relatives à l'évolution de ces terres. En outre, les terres dont la présence a été constatée le jour de la visite ne se situent pas dans la même zone que celle indiquée dans le rapport de 2011.  L'exploitant doit, sous 3 mois, proposer un plan de gestion de l'intégralité des terres excavées dans les années 2010 dont la présence a été constatée sur site. A regard des analyses, il définira la filière adaptée pour leur évacuation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

## Annexes



*Figure 1: fûts non disposés sur rétention*



*Figure 2: 50 à 60 fûts non étiquetés et en partie seulement sur rétention (1)*





*Figure 3: 50 à 60 fûts non étiquetés et en partie seulement sur rétention (2)*



*Figure 4: Tournures d'aluminium non stockées à l'intérieur d'un bâtiment*



*Figure 5: Absence de marquages des zones de transit*





*Figure 6: Terres à analyser, excavées en 2011 présentes actuellement sur la parcelle AC007 (indiquées sur la parcelle AC011 dans l'étude de 2011)*